

Le Commissaire à la santé et au bien-être fourbit ses armes

Le Droit

Les armées ont des éclaireurs pour suivre les déplacements de l'ennemi. Le gouvernement du Québec, pour sa part, a son Commissaire à la santé et au bien-être pour l'informer des enjeux présents et futurs du système de santé.

Nommé en août 2006, le Commissaire à la santé et au bien-être a pour objectif d'apporter un éclairage pertinent au débat public et à la prise de décision gouvernementale.

Le Commissaire travaillera de concert avec un Forum de consultation formé de citoyens et d'experts du réseau.

Ce forum fournira des points de vue divers. Les informations qui émergeront des échanges entre les citoyens et les experts seront incluses dans les rapports du commissaire qui seront transmis au ministre, déposés à l'Assemblée nationale et largement diffusés.

Le commissaire Robert Salois était de passage en Outaouais, cette semaine, afin de susciter des candidatures citoyennes intéressées à siéger au Forum de consultation. Une personne de la région deviendra membre du Forum qui sera composé de 27 membres, dont 18 citoyens de

chacune des régions et de neuf autres personnes possédant une expertise particulière en relation avec le domaine de la santé.

PRISES DE DÉCISIONS

De par ses observations, ses évaluations et ses recommandations, il tentera d'améliorer la santé et le bien-être de la population. « Mon objectif sera d'éclairer la population et les élus quand viendra le temps de prendre des décisions », indique le commissaire.

Pour y arriver, il évaluera l'ensemble des éléments en se penchant, notamment, sur la qualité, l'accessibilité, la continuité et le financement des services. Il s'intéressera aux différents facteurs qui ont une influence sur la santé et le bien-être, ainsi qu'aux questions qui entourent les médicaments et les technologies. Il étudiera les aspects éthiques des enjeux qui émergent dans le domaine de la santé et du bien-être.

Le Commissaire a aussi le pouvoir de tenir des consultations auprès des citoyens, des experts et des acteurs du système de santé et de services sociaux.

« C'est quelque chose qui à mon avis manquait actuellement, dit-il. Il y aura maintenant un endroit pour débattre avec la population des différents enjeux qui touchent le réseau de la santé », a-t-il fait valoir.